

Étant donné les programmes que je viens de vous exposer et si les impôts sont maintenus à leur niveau actuel, nous estimons que, pour l'année 1971-1972, les comptes budgétaires accuseront un déficit de 600 millions de dollars; d'autre part, nos dépenses non budgétaires nettes devraient atteindre 1,300 millions. Ainsi, le total de nos besoins de trésorerie, sans compter les transactions en devises étrangères, devraient s'élever à environ 1,900 millions de dollars.

J'aimerais maintenant vous dire quelques mots des perspectives économiques. J'ai mentionné tout à l'heure que la production et l'emploi exprimés en chiffres réels, étaient à la hausse. Et j'ai toutes les raisons de croire que cette progression se poursuivra et s'accroîtra même au cours de 1971. Le taux désaisonnalisé du chômage a fléchi le mois dernier. Comme d'habitude, le taux de chômage non désaisonnalisé augmentera sans doute au cours des mois d'hiver, mais j'espère que le taux désaisonnalisé du chômage aura connu son sommet au cours du trimestre dernier, à moins que la reprise ne soit compromise par d'importants conflits ouvriers.

Je suis loin de penser que le chemin qui conduit au plein emploi sera facile. Compte tenu de l'expansion rapide que connaît la population canadienne active et de l'augmentation de la productivité que devrait entraîner l'expansion économique, il faudra un taux de croissance réelle très appréciable pour absorber les nouveaux travailleurs et réduire le chômage. Je crois toutefois qu'en vertu des politiques du gouvernement, la confiance renaîtra dans le secteur privé et qu'il se produira un progrès soutenu en vue de la pleine utilisation de nos ressources tant humaines que matérielles. Je m'attends l'an prochain à une augmentation plus marquée des dépenses à la consommation. Je m'attends aussi qu'on investisse beaucoup dans l'habitation et que les autres investissements augmentent à un rythme accéléré à mesure que l'année avancera. Même si nous ne pouvons espérer que nos exportations augmentent autant l'an prochain que cette année, je m'attends qu'elles se poursuivent vigoureusement. Je suis sûr que d'autres paliers de gouvernement demanderont à l'économie des gains et des services à un taux supérieur à celui de la présente année. Nous avons arrêté nos politiques confiants que, guidée par elles, l'économie atteindra des niveaux plus élevés de productivité qui créeront de l'emploi, réduiront le chômage et assureront un bon comportement des prix.

● (8.50 p.m.)

Nous espérons que l'an prochain nous amènera une augmentation plus marquée du produit national brut, qui, vers le second semestre, atteindra peut-être un taux qui surpassera de $8\frac{1}{2}$ p. 100 celui du deuxième semestre de la présente année. Compte tenu d'un bon comportement des prix, les présents chiffres supposent une augmentation de la productivité réelle qui suffira amplement à compenser l'augmentation de la population active et la croissance de la productivité, réduisant ainsi progressivement le chômage au cours de l'année.

Le gouvernement continuera à surveiller de très près l'évolution de la situation et, si des changements de politiques s'imposent, nous n'hésiterons pas, comme nous l'avons déjà fait, à apporter sans tarder les rajustements indiqués. Ici, je ne songe pas seulement à nos efforts en vue du plein emploi mais aussi au comportement satisfai-

[L'hon. M. Benson.]

sant des prix. Si nous ne parvenons pas à contenir les prix et les coûts comme il se doit, nous n'hésiterons pas à faire front par des mesures appropriées.

J'ai participé récemment à des réunions des ministres des Finances, à Bruxelles, et à d'autres du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, à Copenhague. Ces réunions ont été l'occasion d'échanges sur l'expansion économique avec les dirigeants et les hommes d'affaires de tous les principaux pays. La semaine passée, nous avons eu ici à Ottawa une réunion du Comité conjoint canado-américain des affaires économiques qui nous a permis encore une fois de comparer notre situation à celle de nos voisins. Il est bon de voir son pays à travers les yeux d'autrui.

Mes homologues étrangers, chargés d'aider à la gestion de leur économie nationale, seraient fort aise de revendiquer pour leur propre pays les réalisations économiques du Canada au cours des dernières années.

Observant le Canada de l'extérieur, ils sont en mesure d'y voir des choses que certains d'entre nous, absorbés par les questions immédiates, ne voyons pas.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, ils voient un niveau de vie élevé et croissant, une monnaie forte, un commerce d'exportation en expansion rapide, le plus grand excédent de notre histoire aux comptes courants, et, comparée à la plupart des autres, une bonne évolution des prix, et ces réalisations leur paraissent remarquables. Quand je leur rappelle que l'expansion de notre économie et l'accroissement du nombre d'emplois ont été insuffisants ces derniers mois, et que l'augmentation des coûts est encore trop rapide, ils font valoir les graves difficultés qu'ils rencontrent eux-mêmes, exactement dans les mêmes domaines.

L'hon. M. Hees: Même vos propres députés se moquent de vous, Ben.

L'hon. M. Benson: En guise de conclusion, monsieur l'Orateur, je voudrais ce soir réitérer mon optimisme vigoureux et inébranlable envers l'avenir du Canada. Nous sommes dotés d'abondantes ressources vers lesquelles le monde ne cesse de tourner son œil de plus en plus intéressé. Nous jouissons d'un gouvernement sain et stable et nous sommes fermement résolus à le maintenir. Les sommes importantes que nous avons investies ces dernières années dans l'enseignement supérieur et la formation professionnelle ajouteront à la capacité de production de notre population active qui croît rapidement et aideront nos gens à s'adapter plus rapidement aux exigences d'une technologie industrielle en pleine évolution. Nos industries manufacturières se sont notamment montrées capables de percer les marchés mondiaux et de faire front chez elles à la concurrence des importations. Nous faisons tout notre possible pour multiplier les occasions d'expansion économique dans les régions moins fortunées du pays et je crois que nous pouvons déjà, sur ce point, revendiquer un certain succès. Nous avons amélioré le régime de sécurité sociale et nous continuons de le faire, et nous sommes en bonne voie de réaliser une répartition plus équitable de notre revenu national.

Je suis sûr, et je ne parle pas ici en tant que ministériel, je suis sûr, dis-je, que le Parlement—j'ose espérer que tous les parlementaires sont dignes de confiance—et